



objectif
emploi

Juin 2013

N°17

Service public de l'emploi
Office régional de placement

Emigration économique
Ressortissants ibériques attirés par la Suisse et le Jura

Cerjo à Delémont
Une entreprise qui voit loin

Nouveau chef à l'ORP
Pascal Chételat vient de prendre ses fonctions

Rencontre avec Pascal Chételat, nouveau chef de l'ORP-Jura

Depuis le 15 juin 2013, Pascal Chételat dirige l'ORP-Jura. Le nouveau chef d'office entend inscrire son action dans la continuité. *Propos recueillis par Didier Walzer*



Pascal Chételat: « Ayez le réflexe ORP » est le message que le nouveau chef de l'ORP-Jura souhaite adresser aux entreprises jurassiennes.

Pascal Chételat, vous accédez à une fonction exigeante. Quels sont vos atouts pour relever ce défi ?

Ayant exercé en tant que conseiller en personnel, j'ai l'expérience du métier et en connais les exigences. Je n'arrive pas en terrain inconnu et je sais que le Jura dispose d'un ORP performant constitué

de collaborateurs compétents, motivés et bien formés. La structure développée par Nicole Gigon, qui m'a précédé dans cette fonction, est une base solide et j'entends donc inscrire mon action dans une certaine continuité.

Concrètement, comment l'ORP-Jura parvient-il à placer les demandeurs d'emploi ?

Chaque conseiller ne peut bien entendu rechercher un poste spécifique pour chacun des 100 à 150 assurés dont il a la charge. La recherche d'un emploi est avant tout une démarche personnelle qui requiert la prise d'initiatives. Pour sa part, l'ORP offre un conseil personnalisé qui inclut notamment des entretiens périodiques, un soutien en matière de postulation, une information continue sur les postes vacants ou encore l'orientation, si nécessaire, vers des mesures de placement et/ou de formation. Ces prestations vont de pair avec les obligations prescrites par la législation

fédérale sur l'assurance-chômage, entre autres celle de rechercher et d'accepter un emploi le cas échéant.

Comment évaluez-vous la situation sous l'angle de vos rapports avec les employeurs ?

La petite taille du canton aidant, l'ORP-Jura a établi de bonnes relations avec les employeurs. Cela est essentiel car si les entreprises comptent parmi nos clients dès lors qu'elles recherchent du personnel, elles sont aussi des partenaires dans la perspective d'intégrer professionnellement celles et ceux qui éprouvent le plus de difficultés sur le marché du travail. La consolidation des relations avec les employeurs est donc un axe sur lequel nous continuerons de travailler au quotidien, comme à l'occasion d'événements tel que le forum que nous organisons chaque année avec des entreprises invitées.

D'autres défis pour l'ORP-Jura ?

Le maintien de prestations de qualité malgré un cadre juridique toujours plus complexe et un marché du travail toujours plus exigeant est déjà un défi à mon sens. En outre, l'orientation d'un certain nombre d'assurés vers les métiers correspondant au développement économique régional constitue aussi un défi si l'on entend tirer profit des implantations d'entreprises et des créations d'emplois afin de limiter le chômage dans le Jura.

Portrait

Pascal Chételat (50 ans) habite Montsevelier. Il est marié et père de trois enfants. Microtechnicien de formation, il a exercé sa profession en Suisse et en Allemagne avant de s'orienter vers le service externe (informatique) à Berne et Lausanne. De retour dans le Jura, il s'est occupé des achats, du conseil et de la vente auprès de Von Roll. Après cette expérience de quinze ans, Pascal Chételat a rejoint l'ORP-Jura en qualité de conseiller en personnel, une fonction qu'il a occupée au cours des huit dernières années. Il dispose également d'un brevet fédéral en ressources humaines.

N°17 Juin 2013

Nouveau chef à l'ORP 2

Pascal Chételat vient de prendre ses fonctions. Rencontre

Emigration économique 4/5/6

L'eldorado suisse et jurassien pour les Espagnols et les Portugais

Portrait d'entreprise 7

Cerjo, la PME delémontaine qui a vue sur le monde

Une secrétaire d'Etat dans le Jura 8

Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch a visité l'EFEJ
à Bassecourt le 15 mai

« En Espagne, il n'y a aucune perspective professionnelle avant 10 à 15 ans. »

Rafael Remacho, de Grenade, émigré économique dans le Jura

Par Nicole Bart, Déléguée à l'intégration des étrangers et à la lutte contre le racisme

Flux migratoire économique croissant en Suisse et dans le Jura

La situation économique dans le sud de l'Europe a pour conséquence un flux migratoire croissant en Suisse et notamment dans le Jura, provenant de pays tels que le Portugal et l'Espagne. Pour rappel, le taux de chômage dans le Jura se situe à moins de 4%, alors qu'il est de 26,3% en Espagne et de 17,7% au Portugal.

Près de 910 ressortissants étrangers sont arrivés en 2012 dans le Jura, dont 153 Portugais et 89 Espagnols. Nous pouvons considérer deux catégories de candidats à l'emploi: ceux qui ont déjà travaillé en Suisse ou dans le Jura et qui reviennent s'y installer et ceux qui tentent leur chance pour la première fois.

L'ensemble de ces personnes ont la ferme volonté de trouver rapidement un emploi, condition indispensable à l'obtention d'une autorisation de séjour (permis L ou B).

Conscients que la maîtrise du français est leur porte d'entrée dans le marché du travail, la plupart de ces ressortissants s'inscrivent, à peine arrivés dans le Jura, aux cours Comunica et sont très assidus dans l'apprentissage de cette langue.

En ce qui concerne les personnes hautement qualifiées, elles possèdent généralement une formation tertiaire, sont plurilingues et très mobiles. Ce phénomène devient préoccupant pour les autorités des pays d'émigration, qui voient leurs « cerveaux » s'expatrier, avec, semble-t-il, peu de chance d'un retour au pays.

Reste pour ces personnes à trouver un emploi qui corresponde à leur profil et à leur formation.

Il est difficile actuellement de prévoir si ces migrants économiques comptent s'installer durablement dans le Jura ou repartir dans leur pays une fois la crise passée.

(voir aussi pages 4, 5 et 6)

Dossier

La main-d'œuvre ibérique attirée par l'eldorado économique suisse et jurassien

Poussés à l'émigration par la crise, les Portugais et les Espagnols sont de plus en plus nombreux à chercher leur salut professionnel en Suisse. Une tendance qui s'observe aussi dans le Jura. Enquête. Texte Didier Walzer

La crise économique qui sévit en Europe constitue un motif d'émigration pour les ressortissants des pays les plus touchés, d'autant que les personnes concernées n'entrevoient pas d'amélioration à moyen, voire long terme, chez elles. La Suisse, qui bénéficie d'une économie robuste et d'une situation proche du plein emploi (3,0 % de chômage à fin mai) est par conséquent un eldorado prisé. Les Espagnols et les Portugais s'y pressent en raison des difficultés économiques dans leurs pays où le chômage avoisine 26 % en Espagne et 18% au Portugal.

Des relais familiaux et amicaux sur place

Dans ce contexte, Marcel Ryser, chef du Service cantonal de la population, constate effectivement depuis plusieurs mois « une augmentation du nombre de Portugais et d'Espagnols qui s'établissent en Suisse pour la première fois ou qui y reviennent après y avoir déjà vécu par le passé ». Certains Espagnols et Portugais viennent seuls, d'autres avec leur famille grâce aux

possibilités offertes dans le cadre du regroupement familial.

Ces Européens du sud ont tissé des liens étroits avec la Suisse depuis la première vague d'immigration espagnole, portugaise (et italienne) des années soixante. Ils peuvent compter sur des relais familiaux et amicaux afin de trouver un travail sous nos latitudes, voire y être hébergés le temps de s'établir professionnellement.

Un phénomène migratoire bien identifié

Constat identique au Service des arts et métiers et du travail: Nicolas Ackermann, spécialiste de l'observation du marché de l'emploi, souligne que « le contexte de libre circulation des personnes avec l'Union Européenne ainsi que les besoins en personnel de l'économie régionale sont des facteurs déterminants de ce phénomène migratoire très actuel ». Denis Loviat, en charge du secteur Surveillance du marché du travail, précise que « les femmes sont en principe actives dans l'industrie et la restauration, alors que les hommes travaillent souvent dans la construction. Leur entrée sur le marché

Les Français en tête

En 2012, les nationalités les plus représentées s'agissant des personnes s'étant établies dans le Jura en cours d'année, étaient, dans l'ordre, les Français (179 personnes), suivis des Portugais (177) et des Espagnols (136). Au niveau suisse, les Italiens arrivent en tête, devant les Allemands et les Portugais. Les Espagnols figurent en 8^e position.

du travail intervient fréquemment par l'intermédiaire des agences privées de placement et de location de services ».

A l'Office régional de placement, Nicole Gigon et Pascal Chételat, respectivement ex-cheffe et nouveau chef d'office (voir page 2), constatent de leur côté une proportion croissante de ressortissants ibériques parmi les personnes prises en charge. « Le problème de la langue ne se pose pas ou peu, car nous avons engagé récemment un conseiller en personnel parlant espagnol et portugais. De plus, celles et ceux qui ne maîtrisent pas le français viennent en général accompagnés. »

Dans le même sens, les responsables de l'ORP-Jura observent que « le job cherché, ou trouvé par les nouveaux

arrivants est fréquemment lié à l'activité professionnelle exercée par le réseau de connaissances dans le canton ».

Accès au marché suisse du travail et clause de sauvegarde

En tant que ressortissants de pays membres de l'Union européenne (UE), les Espagnols et les Portugais bénéficient d'un libre accès au marché du travail en application de l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP).

Le Conseil fédéral a toutefois activé récemment la clause de sauvegarde prévue par cet accord. Cette mesure touche les Espagnols et les Portugais au même titre que les ressortissants de 15 autres pays européens (UE-17). Cela signifie concrètement que, depuis le 1^{er} juin 2013 et pour une année, les nouveaux permis B (autorisations de séjour jusqu'à cinq ans) sont contingentés. Cette mesure ne correspond en revanche pas à la réintroduction du principe de priorité à la main-d'œuvre indigène pas plus qu'elle n'implique des contrôles préalables et systématiques des conditions de travail et de salaire de ces nouveaux arrivants.

En outre, ce contingentement ne concerne pas les autorisations de courte durée (12 mois), ni les travailleurs frontaliers (permis G). Par cette mesure, le Conseil fédéral n'entend pas réduire le nombre d'Européens établis et travaillant en Suisse, mais simplement limiter, durant un an, le flux de nouveaux arrivants.



Témoignages

« Je suis venu en Suisse parce que j'avais un emploi »

Rafael Remacho, Espagnol de Grenade (51 ans), Courtételle.

Arrivé en Suisse à 4 ans avec son père émigrant, il a effectué sa scolarité à Fribourg puis obtenu deux CFC: mécanicien automobile et électricien automobile. En 1993, il retourne au pays à la suite du décès de sa mère et de son frère. « J'ai commencé à y travailler dans mon métier de mécanicien automobile et j'ai monté par la suite une entreprise de pompage de béton. Deux associés m'ont rejoint, dont l'un est parti en 2005. C'est cette année-là que nous avons décidé de renouveler le parc machines. La crise s'en est mêlée, les banques ont fermé le robinet, de grandes entreprises sont tombées en faillite et ça s'est répercuté sur les PME... », explique notre interlocuteur. En 2006, il vend ses machines et met la clé sous la porte. Il postule alors tous azimuts via Internet et une agence de placement jurassienne le contacte pour travailler auprès de l'entreprise de construction Les Fils de Marc Joliat, à Courtételle. Il s'occupe de l'entretien des véhicules, les camions en particulier. « Ca me plaît et je suis content d'être revenu en Suisse. Un retour qui s'est fait parce que j'avais un travail. » Revers de la médaille, Rafael Remacho a laissé sa famille (son épouse et ses quatre enfants) à Grenade. Il souhaiterait bien sûr qu'elle le rejoigne. « Pour l'instant, je n'envisage pas de repartir en Espagne. Il n'y a aucune perspective professionnelle avant 10 à 15 ans. » Un constat implacable.



Concernant l'assurance-chômage, les Espagnols et les Portugais domiciliés en Suisse et qui se retrouvent sans emploi peuvent bénéficier des prestations pour autant qu'ils remplissent les conditions usuelles de cotisations.

Selon le droit européen et leur droit national, les Espagnols et Portugais qui habitent l'Espagne, respectivement le Portugal, peuvent, durant une période limitée, exporter leurs éventuelles prestations de chômage en Suisse dans la perspective d'y trouver un emploi. Dans tous les cas, les quelque 130 Offices régionaux de placement de Suisse offrent à ces personnes un service de conseil et d'aide au placement.

« Je ne trouvais pas de travail au Portugal »

Expérience similaire pour Luis Manuel Da Silva Venancio, 36 ans, Courfaivre. Originaire du centre du Portugal, il officie comme grutier et machiniste auprès de l'entreprise de construction Comte, à Delémont, depuis presque six ans. « Je ne trouvais pas d'emploi dans le domaine de la maçonnerie au Portugal. Mon oncle, qui travaille dans le Jura depuis une vingtaine d'années, m'a dit qu'il y avait ici des possibilités. J'ai alors postulé et, après six mois d'intérim, l'entreprise Comte m'a engagé. »

Marié et père de deux enfants, notre interlocuteur a eu le bonheur d'être rejoint par sa famille deux mois après sa propre installation en Suisse.

Resté en contact avec ses amis au pays, Luis Manuel Da Silva Venancio déplore que l'horizon professionnel y est bouché. « Impossible de trouver un job. Je n'envisage par conséquent pas de retour. Peut-être lorsque j'atteindrai l'âge de la retraite »

Espagnols et Portugais bien présents dans le Jura

Actuellement, quelque 9000 étrangers résident dans le canton, toutes générations et catégories de permis confondues, sur une population totale d'un peu plus de 70 000 habitants. Les Italiens, Français, Portugais et Espagnols sont plus de 6000, dont environ 2500 pour ces deux dernières nationalités. Les résidents jurassiens d'origine ibérique représentent donc une part non négligeable de la population et de la main-d'œuvre employée dans l'économie régionale.

Cerjo, une entreprise qui voit loin

La société delémontaine Cerjo, dont l'activité de base est la commercialisation de lunettes, a élargi sa gamme de produits avec, notamment, des tondeuses à cheveux et à barbe de la marque BaByliss. Le chiffre d'affaires a doublé en 15 ans. Texte Didier Walzer



Didier Membrez et Matthias Hofmann, directeur de Cerjo et responsable des ventes du département BaByliss: «La qualité du service et le savoir-faire de l'entreprise sont ses principaux atouts, l'innovation son moteur de développement.»

Cerjo est un grossiste, qui importe, distribue, mais ne produit pas. Ses deux piliers: les lunettes (de lecture, de soleil et accessoires y relatifs) – il est leader suisse dans la gamme 39-69 francs – et sèche-cheveux, stylers, épilateurs et tondeuses à cheveux et à barbe de la marque BaByliss. L'entreprise a quadruplé le nombre de pièces vendues en dix ans — plus de 2000 lunettes et loupes de lecture écoulées chaque jour ouvrable et 1500 pour BaByliss.

«Nous sommes numéro 1 sur le marché national du cheveu et des tondeuses à cheveux et à barbe», indique Matthias Hofmann, directeur des ventes. L'entreprise a son mot à dire sur la conception des produits, qu'elle vend surtout aux petites et grandes surfaces. BaByliss est uniquement distribué par Cerjo sur le marché suisse, alors que les lunettes, outre notre pays (à 90 %), sont également vendues à l'étranger. Cerjo emploie 45 personnes (dont une seule frontalière),

mais ne forme pas d'apprenti(e)s. «L'entreprise n'est pas structurée pour», explique le patron, Didier Membrez. Par contre, la formation continue est encouragée. «Cela fait partie de notre culture. Si quelqu'un souhaite suivre un cours d'allemand, par exemple, nous le prenons en charge, d'autant que nous éprouvons des difficultés à recruter du personnel bilingue dans le Jura». Or, 60 à 70 % des clients Cerjo habitent outre-Sarine.

Collaboration avec l'ORP

Pour l'exploitation (manutention, étiquetage, conditionnement, préparation logistique, entretien et contrôle – l'entreprise dispose de son propre laboratoire de contrôle sur site), le personnel n'est pas forcément qualifié à l'engagement, mais a la possibilité de se former sur le tas. C'est le cas des chefs d'exploitation. «Les employé(e)s peuvent évoluer dans la mesure des possibilités offertes par une PME qui mise, de surcroît, sur la polyvalence par la formation interne», souligne le directeur. Le temps partiel est favorisé, qui sert les intérêts de Cerjo en période de pointe et arrange parallèlement certain(e)s employé(e)s. «Lorsque nous avons besoin de personnel d'appoint en haute saison, soit entre mars et juin – contrats temporaires de deux semaines à un mois renouvelables –, notre premier réflexe est de contacter l'Office régional de placement, assure Didier Membrez. Le taux de rotation du personnel est faible, car l'identification à l'entreprise et la solidarité de toute une équipe sont des points forts chez nous.»

Essor extra-européen

Afin de poursuivre son développement, Cerjo mise sur de nouveaux marchés. L'Amérique du Sud en tête. «Nous travaillons déjà avec le Chili, le Brésil et le Pérou notamment, pays émergents avec un gros potentiel», analyse le directeur.

La deuxième priorité? L'Espagne avec les îles Canaries et les enseignes swiss-shop4u, qui vendent neuf marques suisses, dont Cerjo. Là, c'est une clientèle touristique et locale qui est visée. Ces magasins, au nombre de quatre pour l'instant aux Canaries, seront six à fin 2013. Troisième marché: le Moyen-Orient avec Dubaï comme tête de pont. L'Asie figure en quatrième position.

Marché tendu

Une grande nouveauté est annoncée pour l'automne: un appareil BaByliss révolutionnaire pour réaliser des boucles de cheveux. Au niveau lunettes, Cerjo travaille sur un verre inédit, qui équipera la majorité de ses nouveautés 2014. Par ailleurs, la gamme Cuisinart (petits appareils électriques pour la cuisine) va élargir sa gamme de barbecues de cuisson indoor et outdoor.

Matthias Hofmann relève que le marché devient de plus en plus imprévisible. Il est en mutation à cause de l'essor d'Internet en tant que canal de distribution. «Notre priorité est le maintien de la marge de fonctionnement, car les coûts augmentent et les prix baissent», note Didier Membrez. A plus forte raison dans un contexte de franc fort qui perdure.

La secrétaire d'Etat à l'économie Marie-Gabrielle Ineichen- Fleisch a visité l'Espace Formation Emploi Jura

Directrice du SECO et secrétaire d'Etat, conseillère attitrée de Johann Schneider Ammann en politique économique, habile négociatrice des accords qui assurent des conditions cadre optimales à l'économie suisse, Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch était dans le Jura le 15 mai dernier. Texte Nicolas Ackermann



Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch, ici en compagnie de Tony Erb, a beaucoup apprécié les explications des formateurs de l'Espace Formation Emploi Jura et a salué la qualité des mesures de formation développées en faveur des demandeurs d'emploi jurassiens.

Désireuse de découvrir de l'intérieur un exemple de mesures de formation en faveur des demandeurs d'emploi, la secrétaire d'Etat a été conviée dans le Jura par Tony Erb, chef du secteur « Mesures de marché du travail » au SECO. Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch a ainsi été reçue à Bassecourt par le ministre de l'Economie Michel Probst, accompagné d'une délégation du Service public de l'emploi. Développé depuis 15 ans par les autorités jurassiennes, en collaboration avec le SECO précisément, les programmes spécifiques

proposés par l'Espace Formation Emploi Jura (EFEJ) se déroulent dans un environnement reproduisant les conditions et exigences d'une véritable entreprise. Financés par l'assurance-chômage, ils sont axés sur les besoins de l'économie régionale et permettent aux assurés de renforcer leur employabilité dans le but de trouver rapidement un emploi. C'est cette approche très particulière de la formation que la haute fonctionnaire fédérale a souhaité découvrir en visitant les ateliers de Bassecourt, par ailleurs redéployés dans l'usine précédemment occupée par Willemin Machines, ainsi qu'en s'entretenant avec des formateurs et des personnes en formation.

Pour sa part, Michel Probst a saisi cette occasion pour informer la représentante de la Confédération du développement certain de l'économie jurassienne. Il a toutefois tenu à la sensibiliser au phénomène de pression sur les salaires constaté dans le contexte de la libre circulation des personnes. Un sujet qui occupe le ministre de l'Economie et qui n'a pas manqué d'intéresser Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch, directement concernée par la mise en œuvre des accords économiques avec l'Union Européenne.

A relever que la délégation du SECO a profité de sa venue en terre jurassienne pour visiter la foire nationale des entreprises de pratique commerciale (Swissmeet), qui se tenait à Delémont, ainsi que deux entreprises phares de l'industrie régionale, Humard Automation et Willemin Macodel, qui sont aussi des partenaires du Service public de l'emploi dans le cadre du développement des formations proposées à Bassecourt.

Impressum

Parution

4 numéros par an

Rédacteur responsable

Didier Walzer
didier.walzer@jura.ch

Tirage

2'500 exemplaires
imprimé chez Pressor SA
à Delémont (JU)

Couverture

Roger Meier

Rédaction

Objectif Emploi
Rue du 24-Septembre 1
CH-2800 Delémont

www.jura.ch/amt